

## Présidentielle de 2015 au Togo QUE CACHE LA PLÉTHORE DES CANDIDATURES DE L'OPPOSITION ?

P.3



Table d'honneur

## Promotion de la culture dans l'espace CEDEAO DES EXPERTS À LOMÉ POUR RÉFLÉCHIR AUX NOUVELLES ORIENTATIONS

P.1

N° 426 du 28 janvier 2015 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/04/HAAC  
Maison de la presse, casier N° 61  
Directeur de Publication  
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59  
E-mail:  
tchaboremessenger@yahoo.fr  
Imprimerie: Saint-Louis

# LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

## Célébration de la journée mondiale des Douanes L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES OPTÉ POUR UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

P.1

## Sommet de l'Union Africaine à Addis Abéba

P.4



## BOKO HARAM ET TERRORISME, DES SUJETS TRÈS ATTENDUS L'IDÉE DE CRÉATION D'UNE FORCE MILITAIRE INTER-RÉGIONALE ÉMISE PAR FAURE GNASSINGBÉ ET JOHN MAHAMA POURSUIT SON CHEMIN

## Grande marche à Sokodé



## LA RÉGION CENTRALE DIT OUI À FAURE GNASSINGBÉ

P.2

Présidentielle prochaine au Togo

## KOFI YAMGNANE VEUT UNE CANDIDATURE UNIQUE DE L'OPPOSITION SANS FABRE

Pour Yagnagane, Jean-Pierre Fabre « craint de ne plus pouvoir revendiquer d'être l'unique candidat naturel de l'opposition »

P.2

## Grande marche à Sokodé

# LES MILITANTS DE UNIR DE LA RÉGION CENTRALE DEMANDENT LA TENUE RAPIDE D'UNE CONVENTION POUR LE CHOIX DE FAURE GNASSINGBÉ À LA PRÉSIDENTIELLE PROCHAINE

Des dizaines de milliers de militants et sympathisants de l'Union pour la République (UNIR, pouvoir), ont marché samedi dans les rues de Sokodé pour marquer leur adhésion à la politique de paix et de développement du président de la République, Faure Gnassingbé.

Venus des préfectures de Blitta, de Sotouboua, de Tchaoudjo et de Tchamba, ces Togolais ont tenu un meeting dans les jardins de la préfecture de Tchaoudjo où ils ont appelé UNIR à organiser «rapidement» la convention du parti pour désigner le chef de l'Etat sortant comme candidat à la présidentielle prochaine.

«La vaillante et laborieuse population de la région centrale dit oui aux réformes institutionnelles et constitutionnelles mais non au diktat des partis radicaux. Nous invitons solennellement les élus du peuple à ne pas s'associer aux réformes dirigées contre des personnes ciblées .....», a indiqué dans une déclaration, la coordinatrice préfectorale UNIR, Lelah Tchagnao.

Faisant le bilan de l'action du Président Faure à la tête du pays, les militants de UNIR, par la voix de Lelha Tchagnao, sont revenus sur les différents produits créés pour permettre l'accès des pauvres au crédit, le grand chantier de modernisation des routes et pistes rurales dans tout le pays, la

création d'emplois pour les jeunes etc....

C'est en présence de plusieurs responsables du parti UNIR, cadres de la région. Selon le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, le colonel Ouro-Koura Agadazi, le débat actuel sur la question des réformes ne fait pas du bien aux populations.

« Cette situation risque de créer une confusion dans l'esprit des populations et les détourner de l'essentiel, notamment les tâches économiques de notre pays. C'est en cela que toute la région centrale s'est mobilisée à travers les populations pour dire non à l'exploitation abusive et tendancieuse qui est faite sur cette question des réformes », a-t-il précisé.

« Nous avons la chance d'avoir quelqu'un qui nous fait avancer, tout ce qu'il nous reste de nous mobiliser autour de lui pour qu'on puisse avancer », a laissé entendre le 2e vice président du parti Folly Bazi Katari, fils et cadre du milieu. Pour la ministre Anaté Kouméalou, il n'y a que les aveugles, il n'y a que les gens de mauvaise foi qui ne veulent pas voir les fruits du processus de modernisation.

Ils étaient tous là, Atcha Dédji (DG togocel), Ouro Koura Agadazi (Ministre de l'Agriculture), Kouéalou Anaté ( ministre de la



La foule de militants



Quelques cadres du parti UNIR

Communication), Folly Bazi Katari (2e vice Président du parti UNIR), Dama Damani (Président de l'Assemblée Nationale), Essowavana Adoyi (Commissaire

des Impôts),... pour dire oui à Faure Gnassingbé et à ses œuvres qui donnent de l'espoir au peuple togolais.

La rédaction

## Présidentielle prochaine au Togo

# KOFI YAMGNANE VEUT UNE CANDIDATURE UNIQUE DE L'OPPOSITION SANS FABRE

## Pour Yamgnane, Jean-Pierre Fabre « craint de ne plus pouvoir revendiquer d'être l'unique candidat naturel de l'opposition »

C'est sous son regard que des candidatures ce sont multipliées au Togo pour la présidentielle à venir. Kofi Yamgnane, puisque c'est de lui qu'il s'agit vient de sortir une tribune intitulée « Togo, entre espoir et résignation ». Dans cette tribune, où il revient sur la présidentielle de cette année au Togo et sur la problématique de la candidature unique de



Kofi Yamgnane

l'opposition, l'ancien maire de Saint-Coulitz, veut

oublier Fabre dans sa nouvelle vision pour venir à bout du candidat au pouvoir. Il propose ainsi, une candidature unique sans Jean-Pierre Fabre et qui va réunir les autres partis politiques de l'opposition. Car pour lui, le leader de l'ANC, Jean-Pierre Fabre « craint de ne plus pouvoir revendiquer d'être l'unique candidat naturel de l'opposition », et

c'est pour cela qu'il n'insiste pas sur le scrutin à deux tours. Au lieu de cela, il entame une tournée à l'allure d'une pré-campagne, estime Kofi Yamgnane. Une annonce sous forme d'accusation teintée d'ironie qui va certainement connaître une réponse de la part de Fabre les jours à venir. Lui qui n'a pas encore fini ses démêlés avec la justice

française dans une affaire de papiers délivrés à certaines marocaines moyennant des pots de vin, n'a pas encore compris que l'affaire de candidature unique est close depuis que Fabre et son ANC ont décidé que ce soit ainsi. Autrement son appel à peu de chance d'être entendu.

La rédaction

## Présidentielle de 2015 au Togo

# QUE CACHE LA PLETHORE DES CANDIDATURES DE L'OPPOSITION ?

De la candidature unique de l'opposition, l'on est aujourd'hui à 6 candidatures déclarées de l'opposition togolaise pour la course à la magistrature suprême. Alberto Olympio du parti des Togolais, Jean-Pierre Fabre de l'Alliance Nationale pour le Changement, Agbéyomé Kodjo de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire, Gerry Tamaa du Nouvel Engagement Togolais, Tchabouré Gogué de l'Alliance des Démocrates pour un Développement Intégral, Me Tchassona Traoré du Mouvement Citoyen pour la Démocratie et bientôt d'autres, les opposants togolais se bousculent aux portes de la magistrature suprême, au point que les togolais se demandent ce qui pourrait bien se cacher derrière. Si on sait qu'être président de la république, regorge d'énormes privilèges en dépit du fait que cela change votre statut aussi bien financièrement que socialement, on sait tout de même que ne devient pas président qui le veut. Pour quelqu'un qui s'engage sur le chemin de la magistrature suprême, c'est qu'il faut avoir une base solide de militants derrière soit, il faut également être puissant financièrement. Parmi la pléthore de candidatures qui s'est déclarées pour la présidentielle de cette année, combien sont-elles pour être capables de rassembler plus de 5000 militants au cours d'un meeting ? La réponse est laissée à chacun. Mais ce que chacun et tout le monde sait, c'est que certains parmi ces candidatures peuvent bien amuser la galerie, puisqu'elles savent qu'elles ne représentent rien et pourraient se faire ridiculiser avec des scores minables comme ce fut le cas avec la CDPA il y a quelques années au temps de feu président Eyadema, 0,0 et quelque pour cent s'il

vous plaît.

Actuellement la grande interrogation, c'est, pourquoi les opposants se bousculent tant pour être candidats alors que certains parmi eux savent déjà ce qui les attend. Si tant est que l'opposition a cherché à s'unir autour d'une candidature unique, parce que jugeant son poids individuel très faible pour affronter le candidat au pouvoir, pourquoi alors aujourd'hui chaque parti veut présenter son candidat à cette présidentielle ? Voilà une question dont la recherche de la réponse pourrait aider les togolais à connaître la vraie face de l'Homme politique togolais de l'opposition.

Sans aucune prétention sur quoi que ce soit, il est avéré que lors des échéances comme celle-ci, c'est-à-dire la présidentielle, les candidats déclarés peuvent bénéficier des avantages qui vont des dons en nature en passant par les virements de grosses sommes pour leur campagne ; dons venant de la plus part du temps des amis et partenaires idéologiques de l'extérieur. Par ailleurs, certains on parle d'une sommes qui souvent mis à la disposition des déclarés candidats de l'opposition, par le gouvernement pour les aider dans la campagne. Et tous ses avantages mêmes ceux qu'on n'a pas voulu déclarer ici, vont-ils réellement dans la campagne ? En réalité non. Puisqu'on voit des candidats (malheureux) qui deviennent des nantis après que le temps de challenge soit passé. On comprend dès lors, ce qui fait courir en réalité les opposants togolais aux portillons des candidatures pour la magistrature suprême, et cela, pour parler comme analyste togolais, « n'est peut-être que la face cachée de l'iceberg ».

**Agbangba**



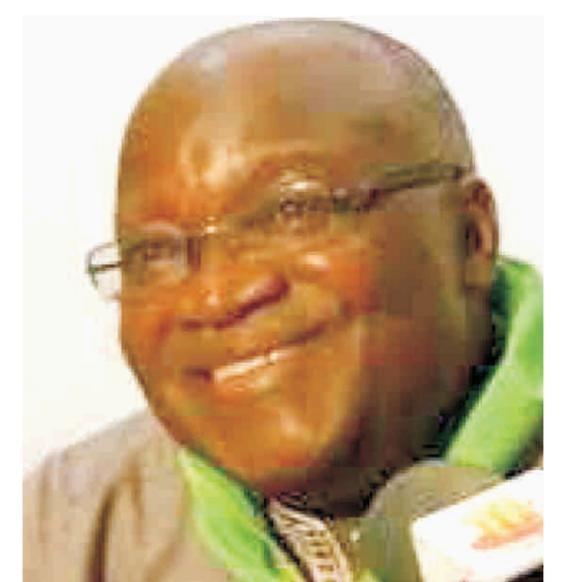
Jean-Pierre Fabre(ANC)



Gerry Taama(NET)



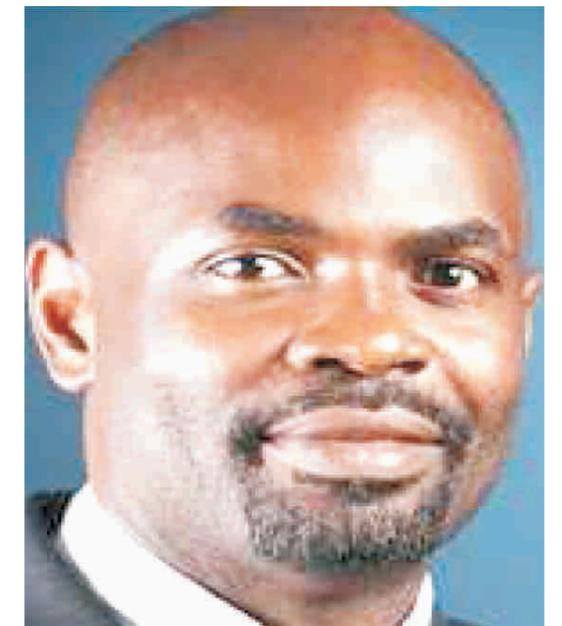
Apévon Dodji (CAR)



Aimé Gogué(ADDI)



Agbéyomé Kodjo (OBUTS)



Alberto Olympio(PT)

## Sommet de l'Union Africaine à Addis Abéba

# BOKO HARAM ET TERRORISME, DES SUJETS TRÈS ATTENDUS

## L'IDÉE DE CRÉATION D'UNE FORCE MILITAIRE INTER-RÉGIONALE ÉMISE PAR FAURE GNASSINGBÉ ET JOHN MAHAMA POURSUIT SON CHEMIN

Le 24e sommet de l'Union Africaine c'est pour les 30 et 31 janvier prochain à Addis Abéba dans la capitale Ethiopeenne. Déjà les ministres des affaires étrangères des pays africains sont sur place pour les travaux préparatoires. Et c'est devant le conseil exécutif de l'Union Africaine que le Chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, est revenu sur la nécessité de conjuguer les efforts sur le plan régional en vue de venir à bout de Boko Haram et des groupes djihadistes qui sèment la terreur dans plusieurs pays du continent ( Nigéria, Cameroun, Tchad, Kenya, Mali, Somalie). D'autres pays ne sont pas à l'abri des menaces de ces groupes terroristes qui tuent et pillent tout sur leur passage. « Aujourd'hui encore les menaces liées à la paix et à la sécurité sur notre continent sont énormes et méritent une attention particulière si nous voulons réellement relever le défi du développement à travers nos projets. Aux foyers de tension qui se sont multipliés sur le continent, s'ajoutent désormais de nouvelles menaces



transnationales entretenues par des mouvements terroristes qui, au nom d'une quelconque religion ou idéologie, menacent même l'existence de nos Etats.

L'instabilité grandissante de la région du Sahel où sévit le mouvement islamiste Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), les activités déstabilisatrices du Mouvement AL Shabab en Somalie avec des incursions de plus en plus récurrentes au Kenya, ou encore la menace Boko Haram dans le Nord du

Nigeria et du Cameroun, nous invitent à une mobilisation rapide et à l'action », a laissé entendre Robert Dussey qui a, au nom du gouvernement togolais lancé un appel pressant à la mutualisation des efforts à travers une adoption des stratégies régionales communes qui permettront de mettre hors d'état de nuire ces mouvements terroristes. Cette stratégie, est une idée qui a germé il y a quelques semaines à Accra au Ghana entre Faure Gnassingbé du Togo et son homologue du

Ghana John Mahama qui espéraient soumettre un projet à cet effet à Addis Abéba lors du 24e sommet de l'UA. Le ministre togolais a attiré l'attention des responsables du conseil sur l'urgence et la nécessité qu'il ait cette synergie d'action. « Il est plus qu'une urgence Monsieur le Président, de nous engager dans une synergie d'action régionale pour mettre fin à la folie meurtrière de la secte islamiste Boko Haram qui fait des ravages dans les pays frères du Nigeria et du Cameroun. Il y a donc

nécessité de mettre en place une Force inter-régionale, CEDEAO-CEEAC capable de lutter efficacement contre Boko Haram », a souligné le chef de la diplomatie togolaise, qui n'est pas passé sous silence, la question de la recherche des sources alternatives de financement pour le fonctionnement de l'UA. Ainsi, le Togo propose qu'il ait plus de contributions des Etats, qui peuvent aller jusqu'à la hausse, car, selon Robert Dussey, une telle option connaîtrait plus d'adhésion et prendrait en compte les préoccupations de chacun de nos Etats quant aux problèmes que suscitent les options proposées.

Cette année, l'Afrique, particulière, celle de l'ouest est frappée par une maladie dévastatrice qui pourrait, selon les analyses affecter la croissance de bon nombre de pays et retarder ainsi les efforts de développement. Il s'agit de la maladie à virus Ebola, qui a fait des milliers de morts. Cette question pourrait également s'inviter dans les débats, a en croire une source proche des instances de l'UA.

**Tchaboré**

## Interview de la ministre Victoire Tomégah-Dogbé

## « Si la lutte contre la pauvreté s'apparente à de la politique, alors oui, je le revendique avec fierté »

Transfert monétaire, Fonds national pour la finance inclusive, aide aux quartiers défavorisés, Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes, cantines scolaires, les initiatives en faveur des populations les plus démunies se sont multipliées ces dernières années. Victoire Tomégah-Dogbé, la ministre du Développement à la base, qui pilote une partie de ces projets fait le point. En toute objectivité et sans arrière pensée électorale. « Si la lutte contre la pauvreté s'apparente à de la politique, alors oui, je le revendique avec fierté », déclare-t-elle dans l'entretien qui suit.

**Republicoftogo.com** : En quoi consiste le programme de transfert

monétaire ?

**Victoire Tomégah-Dogbé** : C'est un filet de protection sociale. La prévalence de la malnutrition aigüe et le retard de croissance très élevé dans les régions de la Kara et des Savanes nécessitent de faire quelque chose. Le transfert monétaire vient en appui au programme de prise en charge nutritionnel (PPCN).

Concrètement, cette initiative consiste à octroyer mensuellement une somme de 5000 Fcfa aux femmes enceintes de plus de trois mois, aux mères/tutrices d'enfants de 0 à 24 mois et à celles ayant des enfants malnutris de 25 à 59 mois dans les localités les plus



La Ministre Victoire Tomégah-Dogbé vulnérables de ces régions. Le dispositif est complété par des visites à domicile pour des séances d'information sur les

problématiques de la nutrition et de la protection de l'enfant.

Nous ciblons 21.500 ménages sur une période de 3 ans. L'objectif est de voir émerger de nouveaux comportements en matière de nutrition et de protection de l'enfant, notamment l'enregistrement des naissances, la traite des enfants, la scolarisation, les violences physiques.

Il faut briser le cercle vicieux de la pauvreté en mettant toutes les chances du côté de enfants.

**Republicoftogo.com** : Certains estiment que ces initiatives s'inscrivent dans une perspective purement électorale

(Suite à la page 5)

**le Messager**

Lu sur le net !

## Être injoignable, signe flagrant d'infidélité

**Prétexter à son partenaire que son téléphone est hors limite s'avère la pire des erreurs commises par une femme infidèle, de surcroît novice, selon un classement établi par le site de rencontres pour infidèles Victoria Milan.**



Ne pas être joignable sur son téléphone portable et être plus préoccupée par son apparence font partie des erreurs les plus commises par les femmes infidèles.

L'infidélité implique un peu d'organisation...

De fait, en utilisant son téléphone portable secrètement ou en invoquant un problème pour être jointe, une femme infidèle, ou en passe de le devenir, soulèvera plus rapidement des doutes du côté de son partenaire.

Parmi les autres erreurs commises : faire plus attention à son apparence et prévoir des sorties seule ou avec des amis sans prévenir le partenaire.

Cette étude a été menée auprès de 4.256 femmes membres de Victoria Milan.

Top 10 des pires erreurs commises par les femmes infidèles novices

1. Votre téléphone portable est dorénavant hors limite pour votre partenaire (21%)
2. Être plus préoccupée par son apparence (18%)
3. Prévoir des sorties seule ou avec des amis que votre partenaire ne connaît pas (16%)
4. Être démesurément excitée ou heureuse (15%)
5. Arriver tard du travail, et être difficilement joignable (9%)
6. Avoir tendance à soudainement cacher vos sentiments (7%)
7. Être sarcastique et indifférent envers la relation (6%)
8. Perdre de l'intérêt pour son partenaire et donc avoir un manque d'affection (3%)
9. Flirter avec d'autres hommes, même avec les amis de votre partenaire (3%)
10. Perdre l'appétit sexuel et rejeter votre partenaire (2%)

AFP/Relaxnews

## Lutte contre les violences basées sur le genre

### LES RELIGIEUX ET CHEFS TRADITIONNELS DISPOSENT DÉSORMAIS D'ARGUMENTAIRES

Le jeudi 22 janvier 2015 le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation a organisé à l'hôtel Eda Oba, une cérémonie de vulgarisation des argumentaires religieux et traditionnels contre les violences basées sur le genre. Il s'agit là, de la volonté du gouvernement togolais de renforcer sa lutte contre les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles. L'objectif de cette cérémonie était de sensibiliser les acteurs sur les documents d'argumentaires chrétien, musulman et traditionnel élaborés par le ministère avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Elle visait aussi à exhorter ces leaders

religieux et chefs traditionnels à vulgariser le contenu des documents au plus grand nombre de fidèles religieux, d'acteurs, et à la population en général, afin de contribuer à l'éradication des violences basées sur le genre.

La ministre Dédé Ahoéfa de l'Action sociale, a relevé au cours de son intervention que les dispositions légales contre les violences à l'endroit des femmes s'appliquent à tous de la même manière et sans distinction aucun, donc indifféremment des religions. Pour elle, les argumentaires chrétiens, musulmans et traditionnels permettront de renforcer en premier lieu la prévention des violences basées sur le

genre et leur dénomination. «Il s'agit d'aider les leaders religieux et les fidèles de ces confessions ainsi que les communautés traditionnelles à se baser sur des principes clés de leurs religions et croyances respectives pour prévenir, décourager et dénoncer les violences basées sur le genre, particulièrement les violences faites aux femmes» a-t-elle précisé.

Le lancement de la mobilisation des leaders religieux a consisté en la présentation et la distribution des documents à près de deux cents cinquante (250) acteurs clés qui relayeront à leur tour les messages de ces argumentaires aux populations à la base.

Richard Folly

## Interview de la ministre Victoire Tomegah-Dogbè

### « Si la lutte contre la pauvreté s'apparente à de la politique, alors oui, je le revendique avec fierté » (Suite)

**Victoire Tomegah-Dogbè :** Si la lutte contre la pauvreté s'apparente à de la politique, alors oui, je le revendique avec fierté. Soyons un peu sérieux, ce programme s'étale sur 3 ans. L'Etat fait face à ses obligations vis à vis de la population, tout simplement.

Il n'existe aucun critère politique dans l'attribution des subventions mais une réelle détermination pour aider les foyers les plus vulnérables.

**Republicoftogo.com :** Le Fonds national pour la finance inclusive (FNFI) a été lancée il y a un an. Les premiers résultats sont-ils encourageants ?

**Victoire Tomegah-Dogbè :** Non seulement c'est encourageant, mais ils vont au-delà de nos prévisions. L'APSEF (Accès des pauvres aux services financiers, ndlr) a déjà bénéficié à 331.000 personnes. D'autres produits seront lancés dans les semaines à venir cette fois en direction des jeunes et des paysans. L'idée générale est de permettre à tous les Togolais d'avoir accès au crédit pour développer leurs

activités.

Notre ambition est d'atteindre le chiffre de 2 millions de bénéficiaires du FNFI.

**Republicoftogo.com :** Qu'en est-il pour le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) ?

**Victoire Tomegah-Dogbè :** Rien que pour l'année écoulée, 1400 micro et petites entreprises ont été créées grâce aux aides fournies par le FAIEJ et 2000 emplois directs ont été créés. L'esprit entrepreneurial se développe, c'est très bien.

**Republicoftogo.com :** Combien d'enfants espérez-vous toucher avec le programme de cantines scolaires initié l'année dernière ?

**Victoire Tomegah-Dogbè :** Grâce au soutien de la Banque mondiale, nous espérons offrir des repas gratuits et quotidiens dans les écoles à plus de 68.000 élèves du primaire dans les 5 régions du pays.

Source : republicoftogo.com

## Communiqué de Presse AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES Nouvelle réduction des coûts relatifs à la création d'entreprise

Dans le cadre de la poursuite des réformes entreprises par le Gouvernement pour l'amélioration de l'environnement des affaires dans notre pays et dans le souci permanent d'alléger les conditions de création d'entreprises, le Gouvernement informe les Opérateurs Economiques qu'à compter du 22 janvier 2015, au moment de créer leurs entreprises, ils n'auront plus à s'acquitter du paiement de la redevance relative à la déclaration d'existence (**30.000 FCFA pour les Personnes Morales et 9.000 FCFA pour les Personnes Physiques**).

Pour chaque déclaration d'existence, un timbre fiscal de 1000 FCFA sera exigé comme le précise la note de service N°002-2015/OTR/CG du 22 janvier 2015 prise par Monsieur le Commissaire Général de l'OTR portant suspension de paiement de redevance à la création d'entreprise : cf. extrait ci-dessous :

*« En attendant l'abrogation des dispositions du Code Général des Impôts, notamment les articles 243 et 747-2, je demande à tous les services impliqués dans la procédure de création d'entreprise de procéder à la déclaration d'existence sans paiement de redevance. Seul un timbre fiscal de mille (1000 FCFA) sera exigé pour chaque cas. »*

Par conséquent, les frais de prestation établis conformément à l'arrêté 011/MCPSP/CAB/DPSP du 13 avril 2012 relatif aux formalités de création d'entreprises au Togo sont désormais fixés comme suit :

**Personne Morale : 29250 FCFA contre 58.250 FCFA**

**Personne Physique : 25.400 FCFA contre 34.400 FCFA**

## COMMUNIQUE

Ce lundi 26 janvier 2014 aux environs de 8h30, un apatam abritant deux salles de classe s'est effondré à l'EPP Dagbessito, dans le canton de Zanguéra. On déplore 18 blessés légers dont 17 élèves et une institutrice.

Informé de la situation, le Ministre des Enseignements primaire et secondaire s'est rendu immédiatement au chevet des blessés au Centre Médico-social de Zanguéra où ils ont été référés.

Le responsable du centre a confirmé l'absence de lésions graves chez les blessés et a rassuré le Ministre que son personnel est mobilisé pour apporter l'assistance médicale nécessaire à tous les blessés.

Le Ministre a à son tour rassuré les parents des élèves blessés que toutes les charges liées aux soins seront assurées par le gouvernement.

Le Ministre s'est ensuite rendu à l'EPP Dagbessito où s'est produit le sinistre pour constater les dégâts. Les dispositions sont en cours avec l'appui de l'UNICEF et du PAM pour l'installation d'abris provisoires dès demain 27 janvier 2015 en attendant le démarrage imminent des travaux de construction sur ce site, du nouveau bâtiment déjà prévu dans cadre du Projet BID Education III.

**Signé**  
**Le Ministre**

## AVIS DE DÉCÈS

- El Hadj Bonfoh Nouhoum, Chef canton de Kabou
  - El Hadj Anwone Idrissou, Chef quartier Koukpon à kabou
  - Le Professeur Takassi Issa, Chef de la famille Tchabao à Kabou
  - Le Général Zakari Nandja, ancien chef d'Etat Major Général des FAT à la retraite
  - El Hadj Tchabao Allassani Moumouni, Maire du 2e arrondissement à Lomé
  - Le Directeur Général de MUGET et son personnel
  - Les familles Tchabao, Kpapou, Anwone, Tchédre, Simala, Mosso, Tchaboré, Takassi et Amaï
- Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de



**Takassi Aboukérime,**  
**Secrétaire de direction à MUGET à Lomé,**  
**Décès survenu le mercredi, 21 janvier 2015 dans sa 54e année,**

L'enterrement a eu lieu le même jour au cimetière d'Adéticopé

Programme des obsèques

Samedi, 31 janvier 2015 à 9 heures précises, cérémonies du 7e jour (Adouwa), au domicile du Professeur Takassi, derrière l'ODEF Agbalépédogan.

## JE SUIS NATA, SAUVEZ-MOI ! s'il-vous-plait faites-moi un don

Né le 14 juillet 2014 à Dapaong au nord du Togo, à peine 6 mois, 9 kg, 57cm), le bébé Nataniman KOLANI de mère apprentie couturière âgée de 22 ans et d'un père en classe de terminale s'accroche à la vie malgré la douleur et les pleurs. Le nourrisson souffre d'une malformation (meningo-encéphalocèle) grave à la tête mais curable aux bons soins de AIMES-AFRIQUE.



L'enfant Nataniman KOLANI a grandement besoin de votre générosité pour vivre et grandir.

Par virement : N° 7090141407717001

Code Swift : ECOCTGTG RIB 60

Par chèque : AIMES-AFRIQUE (NATA KOLANI)

Par Western Union : Mme AMOUSSOU Atsoupi Delali Erica

Par Moov Flooz : \*155\*2\*97966760\*Montant à envoyer\*Code de sécurité de votre compte Flooz #

**fais un geste et sauve une vie**

Merci de nous contacter sur 777 (Moov)

Sur 900028595 (Togocel)

Sur 23201515 (Illico)

Par mail : [info@aimes-afrique.org](mailto:info@aimes-afrique.org)



URATEL

La liste des donateurs à consulter sur le site [www.aimes-afrique.org](http://www.aimes-afrique.org)  
\*Après accord des donateurs - Liste actualisée chaque 15 du mois

## Promotion de la culture dans l'espace CEDEAO DES EXPERTS À LOMÉ POUR RÉFLÉCHIR AUX NOUVELLES ORIENTATIONS

Les experts de la culture de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont entamé depuis hier, 27 janvier 2015 à Lomé, une réunion de trois jours (3) jours, en prélude à la réunion statutaire des ministres des Etats de la Communauté. L'objectif de cette rencontre de haut niveau est de réfléchir sur les nouvelles stratégies à promouvoir pour le développement de la culture dans les pays membres de la communauté.

C'est le directeur du cabinet du ministère togolais de la Communication, de la Culture, des Arts et de la Formation Civique, Tinaka Kossi, représentant son ministre qui a ouvert les travaux de cette rencontre. Pour lui, la culture a été, pendant longtemps, assimilée à un ensemble de pratiques artistiques réduits au simple fait de divertissement. « De ce fait sa prise en compte dans le développement économique était occultée » a fait remarquer Tinaka Kossi. « Cette situation reste jusqu'à nos jours préoccupante surtout dans les pays en développement où la culture est sacrifiée au mythe de l'économie, oubliant qu'il ne peut pas y avoir de développement économique réussi



Table d'honneur

et durable sans prise en compte et sans intégration de la dimension culturelle dans le processus », a-t-il poursuivi. La dimension culturelle est donc une approche relativement nouvelle des stratégies de développement. Il a laissé entendre que la culture joue un rôle clé pour l'accomplissement d'un développement durable, compatible avec la logique des sociétés et des cultures dans leur diversité. « Les gouvernants de notre espace commun comptent sur vous pour faire de la culture, un levier important du développement économique et social durable » a



Participants

lancé Tinaka Kossi aux participants.

Auparavant, c'est le Professeur Abdoulaye Maga, directeur chargé de l'Education, de la Science, de la Culture et de la Technologie de la Commission de la CEDEAO qui a pris la parole pour faire un retour sur les activités précédentes. Pour le Professeur Maga, depuis la conférence ministérielle en 2011, la plupart des recommandations n'ont pas pu être mises en œuvre. Ce fait est lié aux réformes en cours et le programme de transformation de la commission

depuis 2012, les insuffisances des effectifs de la Division de la culture et enfin à l'épidémie Ebola. Il a par ailleurs noté la nécessité pour tous les acteurs de s'engager à célébrer la culture dans l'espace afin que cela soit ressenti comme un fait incontournable et inaliénable pour une union des peuples et de leur intégration.

La présente fait suite à celle des directeurs du patrimoine de la zone CEDEAO tenue à Lomé les 26, 27 et 28 novembre 2014.

**Richard Folly**

## Célébration de la journée mondiale des Douanes L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES OPTÉ POUR UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Le monde entier célèbre la douane chaque 26 janvier de l'année. Le Togo n'a pas manqué de s'y mettre comme à l'accoutumée.

Les activités pour célébrer cette journée ont commencé avec une conférence débat organisé le lundi dernier à l'hôtel Sarakawa par l'Office Togolais des Recettes à travers le commissariat des douanes. Placé sous le thème, « La gestion coordonnée des frontières : une démarche participative pour tous les acteurs concernés », la rencontre a pour objectif de permettre au public et aux opérateurs économiques d'être informés sur le rôle et l'importance de la douane pour une bonne gestion des affaires de la cité. M. Koffi Tofio, représentant du ministre des finances s'est réjoui de cette célébration au Togo.



Les responsables du commissariat des douanes

Parlant des douanes, il a laissé entendre que Les douanes sont les portes d'entrée et de sortie de tout pays ou de toute communauté économique ou union douanière. Elles sont au centre de la chaîne logistique internationale dans les échanges commerciaux, raison pour laquelle, il trouve la nécessité pour ce secteur de mettre en œuvre et de développer le concept de gestion coordonnée des frontières afin de

rapprocher tous les acteurs nationaux en charge du contrôle des frontières, pour faciliter et sécuriser les échanges commerciaux.

Pour lui, les douanes sont interpellées à mettre en valeur leurs initiatives en vue d'améliorer la coopération et la communication entre elles et les autres agences gouvernementales opérant aux frontières d'une part, et entre elles et ses nombreux partenaires,

aussi bien publics que privés d'autre part.

Le commissaire des douanes et droits indirects, Kodjo Adédzé, pour sa part est revenu sur le rôle et l'importance des douanes dans une cité et le sens de la célébration de la journée internationale de la douane. « La célébration de cette journée est devenue pour toutes les administrations des douanes du monde, une tradition précieuse par laquelle elles manifestent de façon particulière leur existence pour les nombreuses missions qu'elles mènent au profit des économies des Etats », a précisé Kodjo Adédzé. Le gouvernement togolais est conscient du rôle majeur que jouent les douanes togolaises aux côtés des autres régies financières en matière de mobilisation de ressources internes

estime le commissaire des douanes. Raison pour laquelle une réforme dite de deuxième génération a été opérée avec la création de l'Office Togolais des Douanes (OTR), devenu opérationnel depuis le deuxième semestre 2014, pour plus de performance, d'efficacité et de prévisibilité.

Il est revenu sur les accords d'assistance mutuelle signés entre les douanes togolaises et les administrations douanières des pays comme le Bénin et le Burkina Faso.

C'est en prélude de cette célébration, qu'une course HASH organisé par l'Office Togolaise des Recettes s'est déroulée le dimanche 25 janvier 2015 à Lomé.

**Richard Folly**

**Ne fermons pas les yeux...!  
LE RISQUE EST RÉEL**



Ministère du Commerce  
et de la Promotion du secteur rural

